

Une gigantesque manifestation a mobilisé 2 millions de personnes en Colombie, en février 2008, dont comme ici, 500 000 à Medellín. Ce fut la première mobilisation colombienne de grande ampleur pour dire non aux violences de la guerre civile. Signe de la complexité de la situation colombienne, des syndicats, une partie de la gauche colombienne et des familles des otages n'ont pas soutenu cette manifestation qui s'élevait contre les seules violences des guérillas. A l'inverse, des dirigeants de groupes paramilitaires ont souhaité, depuis leur prison, rejoindre la manifestation, alors que les paramilitaires sont tenus pour responsables des deux tiers des homicides qui endeuillent le pays.

*11 000 combattants sur 79 fronts, principalement concentrés dans le sud du pays.* »

Enfin, l'opinion publique et l'armée colombienne ont changé, secouées par le pic de violence qu'a engendré la guerre totale lancée, finalement en vain, par Alvaro Uribe, qui a présidé le pays de 2002 à 2010. Mais écartées aussi par les scandales politico-financiers qui ont traversé le pays. L'incroyable scandale « de la parapolitique » a particulièrement marqué les esprits. La révélation des liens entre certains politiciens et les milices paramilitaires, de loin la première force belligérante du conflit, responsable des deux tiers des homicides qui endeuillent la Colombie, a conduit la justice à mettre en examen pas moins du quart des députés du Congrès, et à placer la moitié d'entre eux en prison. Aussi l'arrivée, en août 2010, d'un homme neuf à la présidence, Manuel Santos, a-t-elle permis de penser la paix autrement, notamment sur la base de négociations avec une guérilla toujours en activité, une option qu'avait toujours refusée son prédécesseur.

#### **Paysans et citadins**

De La Havane, les négociateurs, strictement encadrés par des diplomates venus du Chili, de Norvège et du Venezuela, pourraient donc un jour annoncer une bonne nouvelle. A condition qu'ils ne tardent pas trop à conclure la paix. Or après s'être accordés sur les cinq points de leur feuille de route, les parties ont mis plus de six mois pour s'accorder sur le premier point, l'accès à la terre. « *Le temps risque de jouer contre eux*, reprend Ariel Ávila. *L'année prochaine, le président Manuel Santos devra affronter des élections présidentielles dont l'issue dépend largement de l'attitude des deux tiers de la population colombienne qui vit en ville. Or les citadins ne sont pas véritablement affectés par les combats. Ils n'ont jamais vu la guerre, cultivent à son propos de nombreux préjugés et se montrent plutôt réservés par rapport aux négociations de La Havane. La cote de popularité de Manuel Santos a déjà baissé de 80 % en début de mandat à 60 % aujourd'hui. Il serait en difficulté s'il devait entrer en campagne les mains vides sur le plan des négociations.* »

En vérité, ce sont surtout les 10 % de paysans marginalisés qui subissent les bombardements, voient leurs terres minées et leurs enfants enrôlés dans les forces combattantes. Mais ces paysans ne votent pas, les élections se jouent ailleurs. En ville, les classes moyennes instruites soutiennent les négociations mais, dans la bataille d'opinion, feront-elles le poids face à l'hostilité des grands propriétaires fonciers, ces 3 % de la population qui mobilisent les énormes moyens dont ils disposent pour paralyser les négociations, lesquelles, si elles aboutissaient, réduiraient sérieusement leurs privilèges ?

#### **Une forme d'impunité**

En mai dernier, Ingrid Betancourt, l'otage emblématique des FARC, est sortie de son mutisme pour affirmer à la télévision qu'elle croyait au processus de paix. Si celui-ci se concrétise, les Colombiens devront, comme celle qui fut détenue de 2002 à 2008 dans la jungle, apprendre à pardonner. « *Il faudra abandonner certaines charges qui pèsent sur les leaders des FARC accusés de violation des droits de l'homme*, conclut Ariel Ávila. *C'est une forme d'impunité, je le sais, mais il en faudra une certaine dose. On a pardonné au franquisme en Espagne, à l'armée en Argentine, on le fera ici.* »

■ Jean-François Polllet

## **Le tombeau des syndicalistes... et des enseignants**

**U**n syndicaliste est assassiné, en moyenne, tous les trois jours en Colombie et les militants les plus souvent visés appartiennent à la FECODE, la fédération colombienne des éducateurs. Oui, être enseignant en Colombie est un métier à risque. Massivement syndiqués, ils ont fait de leur organisation la plus puissante du pays, représentée au Parlement par deux sénateurs et largement connectée à la société civile internationale qu'elle alimente de nombreuses dénonciations. Car les profs sont également bien informés de la situation interne. « *Dans la société colombienne, ils sont ceux qui relient les urbains et les lointains ruraux*, précise Ariel Ávila. *Ils vont et viennent au gré de leurs nominations. Au retour, ils racontent leur vie au village. Quand une information dénonce les activités des paramilitaires, ceux-ci se disent qu'elle vient d'un professeur, ce qui les pousse à la répression.* »

De plus, dans les campagnes ravagées par la violence, les enseignants incarnent l'ultime représentation de l'Etat et restent les derniers, avec les prêtres, à animer un embryon de vie sociale. Ce leadership a pour effet de les exposer aux représailles des mouvements clandestins... mais également de l'Etat qui leur reproche de trop bien comprendre ce qui se passe dans la tête d'un paysan, lequel se transforme parfois en guérillero. ■

## **Les cinq jalons de la paix**

**L**es cinq points discutés actuellement à La Havane synthétisent 50 années d'un conflit qui divise la société colombienne.

1. **L'accès des paysans à la terre** représente la revendication historique des FARC, qui défendent une agriculture paysanne contre le modèle du gouvernement colombien porté sur les grandes monocultures de soja ou de palme.
2. **La conversion de la guérilla en parti politique** soulève la question de la sécurité des futurs militants disséminés dans les provinces reculées, qui devront affronter les intimidations des milices privées après s'être volontairement désarmés.
3. La « **justice et vérité** » doit faire la lumière sur les violences de la guerre, et garantir un traitement différencié des crimes commis par la guérilla et les paramilitaires.
4. **L'indemnisation des victimes et déplacés** (quatre millions de ruraux qui ont tout perdu, dont un grand nombre de petits paysans qui ne possédaient pas de titre officiel de propriété) est rendue d'autant plus délicate que les cinq millions d'hectares de terres abandonnées par les déplacés ont été confisqués par les grands propriétaires fonciers, qui les ont mis en exploitation ou revendus à des firmes transnationales.
5. **Et enfin, le règlement du narcotraffic** doit organiser des cultures de substitution et restituer les routes de sortie de la drogue encore contrôlées par les FARC. ■